

03 -07- 2001

11 -02- 2001

NR.
N°

61 129 /col/ug

9

Bruxelles, le 14 juin 2001

COMMISSION PARITAIRE DU COMMERCE ALIMENTAIRE

Accord pour 2001 2002

A. POUVOIR D'ACHAT

1. Salaires horaires

- Au cours de la période 2001-2002, les salaires augmenteront de 5,8 %, augmentations conventionnelles et indexations comprises.
- Une augmentation salariale de 0,8% est prévue au 1er juillet 2001, une autre de 1,0 % au 1er juillet 2002. Elles sont appliquées sur les barèmes des salaires horaires minimum et sur les salaires horaires effectivement payés.
- Le système d'indexation est modifié comme suit : les salaires réels et les salaires minimums sectoriels seront adaptés chaque année au 1er janvier en fonction de l'évolution réelle de la moyenne quadrimestrielle (des deux derniers mois) de l'indice-santé des 12 derniers mois (année décembre -1 au lieu de année décembre -2). Comme mesure transitoire, au 1er janvier 2002, l'indexation comprendra l'inflation entre le dernier indice pivot dépassé (106,72) et la moyenne quadrimestrielle (des deux derniers mois) de l'indice-santé du mois de décembre 2001.
- La troisième et dernière augmentation aura lieu le 1er décembre 2002 et s'élève au solde de l'augmentation convenue. La CP fixera au cours du mois d'octobre 2002 le ratio de la dernière augmentation au moyen de la formule suivante. Le solde est calculé en divisant l'augmentation nominale convenue, majorée de 100, soit 105,8, par 100 augmenté du coût cumulé des indexations et augmentations salariales successives des années 2001 et 2002.
- Exemple pratique : augmentation nominale de 5,8 %, partant de la prévision de l'index du Bureau fédéral du plan :

1er mai 2001	2 %	index
1er juillet 2001	0,8 %	augmentation conventionnelle
1er janvier 2002	0,94 %	première indexation annuelle : 107,92 : 106,91
1er juillet 2002	1,0 %	d'augmentation conventionnelle
1er décembre 2002	0,93 %	augmentation conventionnelle (solde pour atteindre 5,8 %) $(100+5,8) : [100*(1,008*1,02*1,0094*1,01)] = 105,8 : 104,82 = 0,93 \%$

2. Prime unique

Dans les entreprises occupant 50 travailleurs ou plus (calculé sur base de la législation et des circulaires en matière d'élections des conseils d'entreprises), une prime unique et non récurrente de 3 000 F sera payée à tous leurs ouvriers le 1er octobre 2001. La prime sera payée aux ouvriers à temps partiel au prorata de leurs prestations.

3. Dérogations dans le secteur de la viande

Au cas où l'application des augmentations salariales conventionnelles et/ou le paiement de la prime unique prévus dans les points 1 et 2 du présent accord peut mettre en danger une entreprise par suite de circonstances économiques telles que le chômage important, la diminution du volume de production, la diminution significative de la rentabilité, etc ... l'entreprise peut être dispensée des obligations citées ci-dessus par convention collective de travail signé par les secrétaires syndicaux régionaux .

Ces conventions d'entreprise ne peuvent avoir comme conséquence de déroger aux salaires minima sectoriels et aux primes minima.

B. PRIMES

4. Frais de transport

A partir du 1er juillet 2001 :

- A partir de 4 kilomètres : remboursement de 60% en moyenne du prix de la carte train pour tous les moyens de transport .
- Indemnité de vélo de 4 F par kilomètre à partir du premier km.
- Délivrance spontanée obligatoire par l'employeur d'un formulaire pour la déclaration sur l'honneur concernant l'utilisation de moyens de transport (adaptation de l'art. 5 de la CCT).

5. Prime de fin d'année

La condition d'ancienneté pour l'obtention d'un droit au prorata de la prime de fin d'année est réduite à 3 mois. Cette adaptation s'applique à partir du 1er juillet 2001.

6. Prime d'après-midi

La Convention du 10 avril 1991 relative aux primes d'équipes sera complétée afin de garantir une prime d'après-midi de 7 F de l'heure aux ouvriers dont les prestations commencent à partir de 14 heures ou plus tard (à partir du 1er juillet 2001). Cette prime n'est pas cumulable avec les primes pour le travail de nuit ou pour les ouvertures tardives, ni avec des primes d'équipe existantes.

C. SECURITE D'EXISTENCE

7. Fonds social

- Augmentation de l'allocation de sécurité d'existence en cas de licenciement collectif à 120 F pendant 120 jours (à partir du 1er juillet 2001).
- Augmentation de l'allocation de sécurité d'existence en cas de chômage temporaire à 120 F pendant 60 jours (à partir du 1er juillet 2001).
- Introduction (au 1er janvier 2002) d'une l'allocation de sécurité d'existence en cas de maladie de longue durée : 120F pendant 60 jours à compter à partir de la fin de la période couverte par le salaire garanti.

D. STATUT D'OUVRIER

8. Délais de préavis

Les délais de préavis à signifier par l'employeur seront adaptés à partir du 1er juillet 2001 à la CCT 75 du Conseil national du travail :

Ancienneté dans l'entreprise	Préavis par l'employeur	Préavis par le travailleur
0 à moins de 6 mois	28 jours	14 jours
6 mois à moins de 5 ans	35 jours	14 jours
5 à moins de 10 ans	42 jours	14 jours
10 à moins de 15 ans	56 jours	14 jours
15 à moins de 20 ans	84 jours	14 jours
20 ans et plus	112 jours	28 jours

Lorsque le travailleur est licencié en vue de la prépension, le délai de préavis est réduit à la réglementation déterminée par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

9. Jour de carence

Un premier jour de carence par année calendrier est supprimé pour les travailleurs ayant au moins cinq ans d'ancienneté dans l'entreprise concernée (à partir du 1er juillet 2001). Cette mesure ne vaut pas pour les boucheries, charcuteries et triperies occupant 10 travailleurs ou moins.

E. EMPLOI ET FORMATION

10. Formation et emploi

- Maintien du règlement existant des primes à l'embauche : une allocation forfaitaire unique de 30 000 F lors de l'engagement de travailleurs appartenant à des groupes à risques et une allocation

forfaitaire unique de 50 000 F lors de l'engagement de travailleurs appartenant à des groupes à risques, en remplacement de prépensionnés.

- Les entreprises augmenteront à 1,6% de la masse salariale brute leurs efforts pour la formation professionnelle des ouvriers et ouvrières de l'entreprise, dans le cadre de l'accord interprofessionnel. Une information à ce sujet sera fournie au Conseil d'entreprise, dans le cadre de la CCT n° 9 du Conseil National du Travail. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux entreprises qui consacrent déjà 1,8 % de la masse salariale brute à la formation professionnelle, tel que visé par l'accord interprofessionnel.

11. Crédit-temps

- La CCT n° 77 du Conseil national du travail est appliquée en tant que telle dans le secteur.
- Les formalité nécessaires seront remplies pour que les ouvriers ayant droit au crédit temps puissent le cas échéant bénéficier des primes d'encouragement régionales.

12. Classification des préparateurs en boucherie

Un groupe de travail paritaire examinera dans quelle catégorie professionnelle les « vendeurs-préparateurs en boucherie» (pour lesquels des formations sont organisées dans certaines entreprises du secteur en collaboration avec le Forem) doivent être classés. Le groupe de travail déposera ses conclusions au plus tard le 31 décembre 2001.

F. PAIX SOCIALE ET PROLONGATION DES ACCORDS

13. Prolongation des CCT en cours

Les conventions collectives de travail venant à expiration, qui avaient été conclues pour une durée déterminée, sont prolongées sans interruption pour la période 2001 - 2002 :

29/1/02 S

- Emploi et formation (primes à l'embauche) (expire le 31 12 2001)
- Prépension à partir de 56 ans (33 ans et 20 ans nuit) (expire le 31 3 2001)
- ~~Accord vêtements de travail (expire le 31 3 2001)~~
- Heures supplémentaires (65 heures par an) (expire le 31 3 2001)
- Dérogations à la semaine de cinq jours (expire le 31 3 2001)
- CCT et AR temps de repos (expirent le 31 3 2001)
- CCT Prime annuelle (expire le 31 3 2001)

La CCT en matière de prépension conventionnelle à l'âge de 58 ans est prolongée jusqu'au 31 août 2003.

Les recommandations suivantes restent valables :

- La recommandation du 10 avril 1991 relative au travail du dimanche ;
- La recommandation du 29 juin 1995 relative au travail à temps partiel ;
- La recommandation du 29 juin 1995 relative à la garantie d'emploi ;
- La recommandation du 29 juin 1995 relative au travail intérimaire ;
- La recommandation du 13 juillet 1978 relative aux heures supplémentaires.

14. Paix sociale

Des négociations d'entreprise ne peuvent avoir lieu qu'à la demande de la délégation syndicale dans les entreprises de 50 travailleurs ou plus (calculé sur base de la législation et des circulaires en matière d'élections des conseils d'entreprises) pourront porter exclusivement sur les trois points suivants :

- La prime prévue au point 2 de cet accord, pourra être convertie en entreprise par une convention collective de travail conclue avant le 30 septembre 2001, en un autre avantage unique et non récurrent d'une valeur de 3000 fr.
- L'augmentation conventionnelle de 0,8 % au 1er juillet 2001, prévue au point 1 de cet accord pourra être transformée dans les entreprises, par une convention collective de travail conclue avant le 30 septembre 2001 en un autre avantage, dont le coût ne pourra en aucun cas excéder les 0,8% prévu dans cet article.
- La durée de crédit temps octroyé dans les entreprises.

Ces négociations d'entreprise ne peuvent avoir comme conséquence de déroger aux salaires minima sectoriels et aux primes minima.

Les organisations des travailleurs s'engagent à ne pas poser d'autres revendications, qui dépassent l'application de la présente convention collective de travail, et ceci ni au niveau national, au niveau régional, ou au niveau des entreprises et de ne provoquer ni déclencher de conflit.

15. Durée de l'accord

L'accord court du 1er avril 2001 au 31 mars 2003.

Convenu à Bruxelles, le jeudi 14 juin 2001,

03 -07- 2001

11 -02- 2002

NR.
N°

61 129

10/219

4

Brussel, 14 juni 2001

PARITAIR COMITE VOOR DE HANDEL IN VOEDINGSWAREN (PC 119)

Akkoord voor de jaren 2001 2002

A. KOOPKRACHT

1. Uurlonen

- De lonen zullen in de periode 2001-2002 met 5,8 % stijgen, conventionele verhogingen en indexeringen inbegrepen.
- Er worden loonsverhogingen voorzien van 0,8 % op 1 juli 2001 en 1,0 % op 1 juli 2002. Ze worden toegepast op de minimumuurloonschalen en op de werkelijk betaalde uurlonen.
- Het indexeringsysteem wordt als volgt gewijzigd : De reële lonen en de sectorale minimumlonen zullen elk jaar op 1 januari worden aangepast in functie van de reële evolutie van het viermaandelijks gemiddelde (van de twee laatste maanden) van de gezondheidsindex over de laatste 12 maanden (december jaar -1 tegenover december jaar -2). Bij wijze van overgangsmaatregel zal op 1 januari 2002 de indexering de inflatie omvatten tussen de laatste overschreden grensindex (106,72) en het viermaandelijks gemiddelde (van de laatste twee maanden) van de gezondheidsindex van de maand december 2001.
- De derde en laatste verhoging gaat in op 1 december 2002 en bedraagt het saldo van de afgesproken verhoging. Het PC zal in de loop van oktober 2002 de ratio van de laatste verhoging bepalen aan de hand van de volgende formule. Het saldo wordt berekend door de afgesproken nominale verhoging verhoogd met 100, zijnde 105,8 te delen door 100 verhoogd met de gecumuleerde kost van de opeenvolgende indexeringen en loonsverhogingen van de jaren 2001 en 2002.
- Praktisch voorbeeld : nominale verhoging met 5,8 %, uitgaande van de indexprognose van het Federaal planbureau :

1 mei 2001	2 %	index
1 juli 2001	0,8 %	Conventionele verhoging
1 januari 2002	0,94 %	Eerste jaarindexering : 107,92 : 106,91
1 juli 2002	1,0 %	Conventionele verhoging
1 december 2002	0,93 %	Conventionele verhoging (saldo om 5,8 % te bereiken) (100+5,8) : [100*(1,008*1,02*1,0094*1,01)] = 105,8 : 104,82 = 0,93 %

2. Eenmalige premie

In de bedrijven die 50 werknemers of meer tewerkstellen (berekend op basis van de wetgeving en de omzendbrieven betreffende de verkiezingen van de ondernemingsraden), zal op 1 oktober 2001 een eenmalige en niet recurrente premie van 3000 Fr betaald worden aan alle arbeiders. De premie zal aan de deeltijdse arbeiders betaald worden in verhouding tot hun prestaties.

3. Afwijkingen voor de vleessector

Wanneer de toepassing van de conventionele loonsverhogingen en/of de betaling van de eenmalige premie voorzien in de punten 1 en 2 van dit akkoord een onderneming in moeilijkheden kan brengen omwille van economische omstandigheden zoals hoge werkloosheid, vermindering van het productievolume, duidelijke vermindering van de rendabiliteit enz., dan kan, middels een collectieve arbeidsovereenkomst ondertekend door de regionale vakbondssecretarissen de onderneming vrijgesteld worden van de hierboven gestelde verplichtingen.

Deze overeenkomsten mogen niet als gevolg hebben dat er afgeweken wordt van de sectorale minimumlonen en minimumpremies.

B. PREMIES

4. Vervoerskosten

Vanaf 1 juli 2001 :

- Vanaf 4 kilometer : terugbetaling aan gemiddeld 60% van de treinkaart, voor alle vervoermiddelen.
- Fietsvergoeding van 4 fr per kilometer vanaf de eerste kilometer.
- Verplichte spontane aflevering door de werkgever van een invulformulier voor de verklaring op eer inzake gebruik van vervoermiddelen (aanpassing van art. 5 van de CAO).

5. Eindejaarspremie

De anciënniteitsvoorwaarde voor het bekomen van een recht op een prorata van de eindejaarspremie wordt teruggebracht tot 3 maanden. Deze aanpassing geldt vanaf 1 juli 2001.

6. Namiddagpremie

De CAO van 10 april 1991 inzake ploegenpremies zal aangevuld worden teneinde aan de arbeiders wier prestaties aanvangen vanaf 14 uur of later, een namiddagpremie van 7 fr per uur te garanderen (vanaf 1 juli 2001). Deze premie is niet cumuleerbaar met premies voor nachtwerk of laatavondopeningen, noch met bestaande ploegenpremies.

C. BESTAANSZEKERHEID

7. Sociaal fonds

- Verhoging van de bestaanszekerheidsuitkering bij collectief ontslag tot 120 Fr gedurende 120 dagen (vanaf 1 juli 2001).
- Verhoging van de bestaanszekerheidsuitkering bij tijdelijke werkloosheid tot 120 Fr gedurende 60 dagen (vanaf 1 juli 2001).
- Invoering (vanaf 1 januari 2002) van een bestaanszekerheidsuitkering bij langdurige ziekte : 120 Fr gedurende 60 dagen te rekenen na de periode gedekt door het gewaarborgd loon.

D. ARBEIDERSSTATUUT

8. Opzeggingstermijn

De opzeggingstermijnen te betekenen door de werkgevers worden vanaf 1 juli 2001 aangepast aan CAO 75 van de Nationale arbeidsraad :

Anciënniteit in de onderneming	Opzegging door werkgever	Opzegging door werknemer
0 tot minder dan 6 maanden	28 dagen	14 dagen
6 maanden tot minder dan 5 jaren	35 dagen	14 dagen
5 tot minder dan 10 jaren	42 dagen	14 dagen
10 tot minder dan 15 jaren	56 dagen	14 dagen
15 tot minder dan 20 jaren	84 dagen	14 dagen
20 jaren en meer	112 dagen	28 dagen

Indien het ontslag gegeven wordt met het oog op brugpensioen, wordt de opzeggingstermijn herleid tot de regeling bepaald in de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

9. Carensdag

Voor werknemers met minstens vijf jaren anciënniteit in de betrokken onderneming wordt één carensdag per kalenderjaar afgeschaft (vanaf 1 juli 2001). Deze maatregel geldt niet in de slagerijen, spekslagerijen en penserijen met 10 of minder werknemers.

E. TEWERKSTELLING EN VORMING

10. Vorming en tewerkstelling

- Behoud van de bestaande regeling van tewerkstellingspremies : een eenmalige forfaitaire toelage van 30 000 Fr bij aanwerving van werknemers uit de risicogroepen en een eenmalige forfaitaire toelage van 50 000 Fr bij aanwerving van werknemers uit de risicogroepen ter vervanging van bruggepensioneerden.

- De ondernemingen zullen, in het kader van het interprofessioneel akkoord, hun inspanningen voor de beroepsopleiding van de arbeiders en arbeidsters van de onderneming opdrijven tot 1,6% van de bruto loonmassa in 2002. In het kader van CAO nr.9 van de Nationale arbeidsraad zal hierover informatie verstrekt worden aan de Ondernemingsraad. Deze bepalingen zijn niet van toepassing op de ondernemingen die reeds 1,8% van de bruto loonmassa besteden aan de beroepsopleiding, zoals voorzien in het interprofessioneel akkoord.

11. Tijdskrediet

- CAO nr 77 van de nationale arbeidsraad wordt als dusdanig toegepast in de sector.
- De nodige formaliteiten zullen vervuld worden opdat arbeiders die recht hebben op tijdskrediet, zo mogelijk zouden kunnen genieten van gewestelijke aanmoedigingspremies.

12. Functieclassificatie beenhouwerijvoorbereiders

Een paritaire werkgroep zal onderzoeken in welke beroepscategorie de "verkopers-beenhouwerijvoorbereiders" (waarvoor in samenwerking tussen de Forem en een aantal bedrijven uit de sector opleidingen georganiseerd worden) dienen geklasseerd te worden. De werkgroep zal zijn conclusies uiterlijk neerleggen op 31 december 2001.

F. SOCIALE VREDE EN VERLENGING VAN AKKOORDEN

13. Verlenging van de lopende CAO's

De verstreken collectieve arbeidsovereenkomsten, die voor bepaalde tijd werden gesloten, worden zonder onderbreking verlengd voor de periode 2001 - 2002 :

- Tewerkstelling en vorming (aanwervingspremies) (liep af op 31 12 2001)
- Bruggpensioen vanaf 56 jaar (33 jaar en 20 jaar nacht) (liep af op 31 3 2001)
- ~~Akkoord werkkledij (liep af op 31 3 2001)~~
- Overuren (65 uren per jaar) (liep af op 31 3 2001)
- Afwijkingen van de vijfdaagseweek (liep af op 31 3 2001)
- CAO en KB rusttijden (liepen af op 31 3 2001)
- CAO jaarlijkse premie (liep af op 31 3 2001)

29/11/2002

De CAO inzake bruggpensioen op de leeftijd van 58 jaar wordt verlengd tot 31 augustus 2003.

De volgende aanbevelingen blijven gelden :

- De aanbeveling van 10 april 1991 over het zondagwerk ;
- De aanbeveling van 29 juni 1995 inzake deeltijds werk ;
- De aanbevelingen van 29 juni 1995 betreffende de waarborg van tewerkstelling;
- De aanbeveling van 29 juni 1995 inzake uitzendarbeid;
- De aanbeveling van 13 juli 1978 inzake overuren.

14. Sociale vrede

Bedrijfsonderhandelingen kunnen enkel plaatshebben op aanvraag van de vakbondsafvaardiging in bedrijven met 50 werknemers of meer (berekend op basis van de wetgeving en de omzendbrieven betreffende de verkiezingen van de ondernemingsraden), en kunnen uitsluitend betrekking hebben op de volgende drie punten :

- De premie voorzien in punt 2 van dit akkoord kan in de bedrijven bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten vóór 30 september 2001 omgevormd worden tot een ander eenmalig en niet recurrent voordeel met een waarde van 3000 fr.
- De conventionele verhoging van 0,8 % op 1 juli 2001, voorzien in punt 1 van dit akkoord, kan in de bedrijven bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten vóór 30 september 2001 omgevormd worden tot een ander voordeel, waarvan de kost in geen geval hoger kan zijn dan de 0,8 % voorzien in dit artikel.
- De duur van het tijdskrediet toegestaan in de bedrijven.

Deze bedrijfsonderhandelingen mogen niet als gevolg hebben dat er afgeweken wordt van de sectorale minimumlonen en minimumpremies.

De werknemersorganisaties verbinden zich ertoe om geen andere eisen te stellen, die verder gaan dan de toepassing van onderhavige CAO, en dit noch op nationaal niveau, regionaal niveau, of op het niveau van de ondernemingen en om geen conflict uit te lokken of te ontketenen.

15. Duur van het akkoord

Het akkoord loopt van 1 april 2001 tot 31 maart 2003.

Overeengekomen te Brussel op donderdag 14 juni 2001,